Faits et arguments



NON aux nouvelles centrales nucléaires

Le 28 février, les électeurs et les électrices suisses se prononceront sur la construction de nouvelles centrales nucléaires. Les conséquences pourraient être graves: un accident nucléaire rendrait de vastes régions de la Suisse inhabitables. Pourtant, la Loi sur l'énergie nucléaire entend à nouveau autoriser la construction de nouvelles centrales. Or, nous n'en avons absolument pas besoin: le soleil, le vent et l'eau assurent notre approvisionnement en électricité à moindre coût et bien plus rapidement. À l'inverse, le nucléaire engloutit des milliards et nous rend dépendants de l'uranium russe. Les nouvelles centrales nucléaires constituent un risque inutile. Il faut donc voter clairement **NON à la Loi sur l'énergie nucléaire le 28 février.**

Avant-propos

En 2017, la population suisse s'est clairement prononcée en faveur de la Stratégie énergétique 2050, décidant ainsi de sortir du nucléaire. Depuis, la construction de nouvelles centrales nucléaires est interdite en Suisse et notre pays est sur la bonne voie: les énergies renouvelables se développent à un rythme soutenu dans tout le pays et produisent déjà, en hiver, autant d'électricité que la centrale nucléaire de Gösgen.
L'énergie nucléaire reste, aujourd'hui encore, aussi dangereuse qu'à l'époque de Fukushima et de Tchernobyl. Avant ces catastrophes, le lobby nucléaire affirmait déjà que les centrales étaient sûres. L'histoire a tragiquement démontré le contraire. Un accident nucléaire aurait des conséquences catastrophiques: des territoires entiers seraient contaminés et d'innombrables familles seraient contraintes de quitter leur foyer, sans jamais pouvoir y revenir. Dans une Suisse densément peuplée, des régions entières pourraient devenir inhabitables pendant des générations.
Alors que le coût des énergies renouvelables ne cesse de baisser, celui du nucléaire explose. Un nouveau réacteur pourrait coûter jusqu'à 43 milliards de francs, et de nombreux projets en Europe nous prouvent que le coût de nouvelles centrales nucléaires est systématiquement plus élevé que prévu. Au final, ce sont nous toutes et tous qui payons la facture, via les impôts et des prix de d'électricité plus élevés. Une nouvelle centrale nucléaire coûterait jusqu'à 10'500 francs par ménage: une somme qui grèverait largement leur porte-monnaie.
De plus, l'énergie nucléaire nous rend dépendants. Une centrale nucléaire ne fonctionne ni au soleil, ni au vent ou à l'eau, mais à l'uranium importé de l'étranger, principalement de Russie et du Kazakhstan. Construire de nouvelles centrales nucléaires, c'est confier une partie de notre approvisionnement énergétique à un pays qui mène aujourd'hui une guerre en Europe.
Les nouvelles centrales nucléaires sont coûteuses, inutiles et dangereuses. C'est pourquoi nous disons clairement NON le 28 février.



par Stefan Müller-Altermatt,
conseiller national du Centre, Soleure

Tchernobyl, Fukushima, Gösgen?

Les catastrophes de Tchernobyl et de Fukushima sont encore dans toutes les têtes: des territoires contaminés, des dizaines de milliers de familles contraintes de quitter leur foyer sans jamais pouvoir y retourner. Des décennies plus tard, ces régions restent contaminées par des substances cancérigènes, les travaux de décontamination se poursuivent, et des personnes continuent de mourir des conséquences de ces accidents. Construire de nouvelles centrales nucléaires, c'est augmenter le risque d'un accident. Dans un pays aussi densément peuplé que la Suisse, les conséquences seraient catastrophiques. Des millions de personnes devraient être évacuées et des régions entières deviendraient inhabitables pendant des générations. Prendre un tel risque, alors que des alternatives sûres et renouvelables existent, est un geste irresponsable.

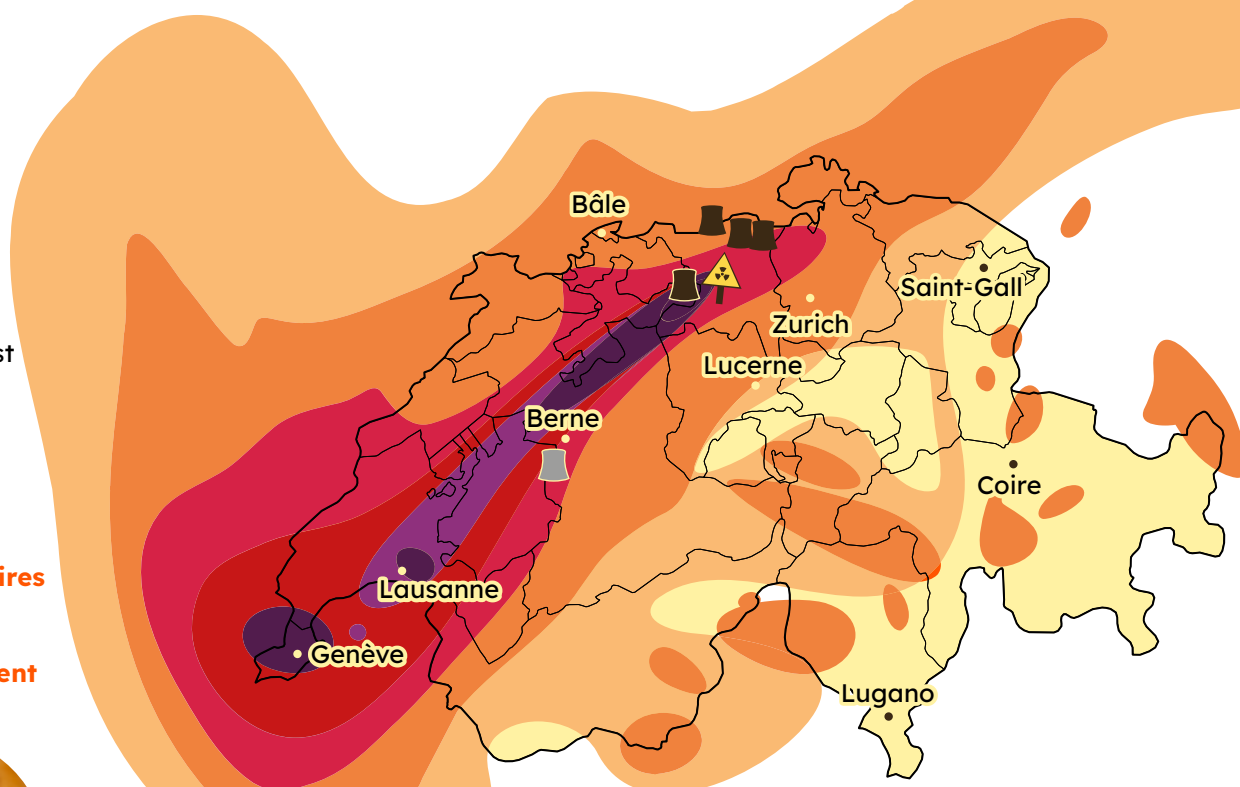
«La radioactivité émanant des nouvelles centrales nucléaires engendrera également des victimes de cancers, de crises cardiaques, d'accidents vasculaires cérébraux et des troubles de la reproduction. À cela s'ajoute le risque, inacceptable, d'un accident nucléaire majeur en Suisse.»



Claudio Knüsli, oncologue

Un risque incontrôlable
Les centrales nucléaires comportent toujours un risque car elles produisent de l'électricité grâce à la fission nucléaire. Si ce processus devient incontrôlable, par exemple à la suite d'une défaillance du système de refroidissement, le cœur du réacteur peut entrer en fusion et provoquer le rejet de substances radioactives.

À l'époque, les centrales nucléaires japonaises étaient considérées comme parmi les plus sûres au monde. Et pourtant, un accident nucléaire majeur s'est produit à Fukushima en 2011, 25 ans après la catastrophe de Tchernobyl.
Les énergies renouvelables, en revanche, produisent de l'électricité à bas coût, sans faire peser un risque comparable sur la population et l'environnement.



Contamination radioactive un an après un accident nucléaire à Gösgen

1 mSv 6 mSv	dose maximale pour les adolescents
20 mSv 50 mSv	mesures de protection pour tous les habitants
100 mSv 500 mSv	inhabitable à long terme

Source: Institut Biosphère, Genève

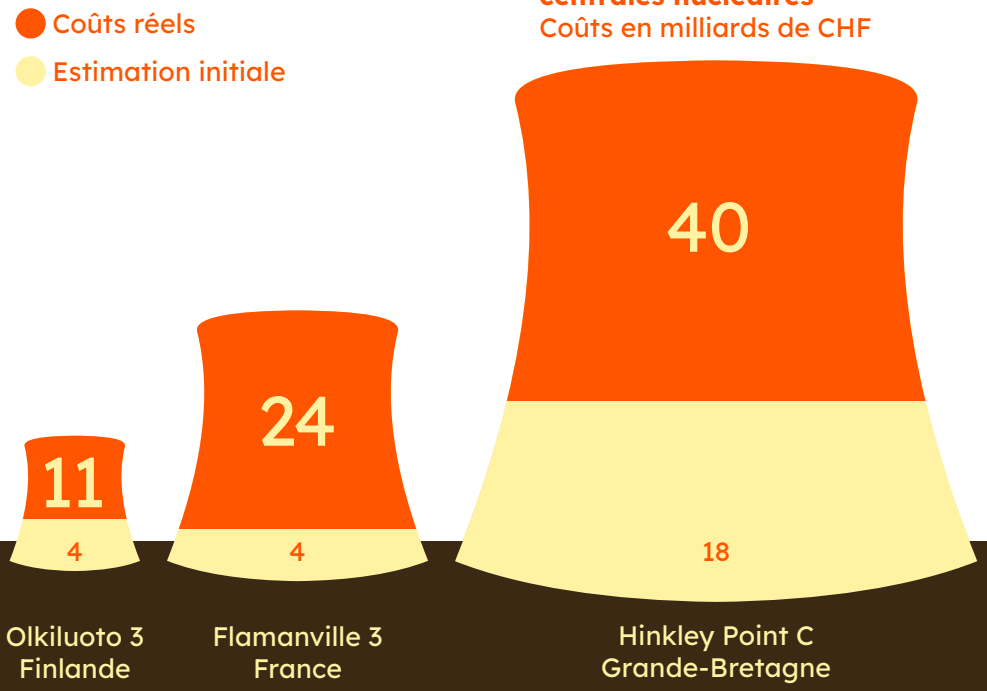
La sûreté des centrales nucléaires est un mythe véhiculé par le lobby nucléaire
Depuis des décennies, le lobby nucléaire promet de nouveaux types de centrales nucléaires censées être sûres. Citons par exemple les petits réacteurs modulaires, les réacteurs à sel fondu, les réacteurs à haute température ou les concepts à base de thorium.
Mais ces technologies n'existent pour l'instant que sur le papier et rien ne garantit qu'elles seront un jour commercialisables. Pour la construction de nouvelles centrales en Suisse, seuls des réacteurs conventionnels entreraient donc en ligne de compte, comme le confirment les groupes énergétiques et le Conseil fédéral. Une chose est certaine: le risque nucléaire demeure.

une nouvelle centrale nucléaire coûte jusqu'à 43 milliards

Selon une étude récente de l'Académie suisse des sciences, une nouvelle centrale nucléaire coûterait jusqu'à 43 milliards de francs en Suisse. Cela représente jusqu'à 10'500 francs par ménage et ferait peser une lourde charge financière sur la population et les entreprises, bien avant même la mise en service de la centrale.

L'examen des derniers projets nucléaires montre en outre que leurs coûts ont fortement augmenté ces dernières années et que leur réalisation prend souvent plusieurs années de retard.

Construction de nouvelles centrales nucléaires
Coûts en milliards de CHF



Hausse des impôts et des tarifs d'électricité: c'est la population qui passe à la caisse

Ce n'est pas l'industrie nucléaire qui paiera cette facture de plusieurs milliards. Les groupes énergétiques ne veulent pas assumer seuls le risque et réclament des fonds publics ou des garanties d'État. Le principe est simple: les bénéfices reviennent aux groupes énergétiques, tandis que les pertes sont à la charge des contribuables.
Le Conseil fédéral a déjà annoncé que c'est la population qui paiera la facture des nouvelles centrales nucléaires, sans pour autant préciser comment. Ce serait scandaleux. L'expérience internationale le montre clairement: lorsqu'une nouvelle centrale nucléaire est construite, les coûts sont répercutés sur les impôts et le prix de l'électricité.

«La construction d'une nouvelle centrale nucléaire coûterait des milliards. Au final, c'est nous toutes et tous qui endosserions ce risque financier, que ce soit via la facture d'électricité ou les impôts. Misons plutôt sur les énergies renouvelables locales qui ont fait leurs preuves.»



Nadine Masshardt,
conseillère nationale PS (BE) et présidente de la Fondation Énergie

Les groupes énergétiques y gagnent, les contribuables y perdent
Les investisseurs privés et les banques ne veulent pas assumer les risques financiers liés à la construction de nouvelles centrales nucléaires. Ils ne s'engagent donc que si l'État intervient, par exemple en accordant des garanties, en garantissant un prix de l'électricité ou en devenant directement propriétaire de la centrale.
Au Royaume-Uni, l'État a garanti à l'exploitant de Hinkley Point C un prix de l'électricité largement supérieur au prix du marché sur plusieurs décennies. En France, c'est l'État, en tant que propriétaire d'EDF, qui assume les surcoûts de la centrale de Flamanville.
Coûts de construction qui explosent, retards de plusieurs années et prix de l'électricité non compétitifs: la facture des nouvelles centrales nucléaires ne cesse de s'alourdir. Finalement, ce sont les consommateurs et les consommatrices d'électricité et les contribuables qui en paient le prix.

Les nouvelles centrales nucléaires nous rendent dépendants de l'étranger, notamment de la Russie

Les centrales nucléaires ont besoin d'uranium radioactif pour produire de l'électricité. La Suisse importe une grande partie de ce combustible de Russie et du Kazakhstan. Si notre pays construit une nouvelle centrale nucléaire, il restera dépendante des importations d'uranium provenant de régimes autocratiques pendant des décennies.

Cette dépendance ne concerne pas seulement l'uranium. Elle s'étend également à l'ensemble des technologies nucléaires. Quiconque veut construire une centrale doit s'en remettre à un petit nombre de fournisseurs. Parmi ces fournisseurs figurent la France et les États-Unis. Mais le principal acteur mondial est le groupe public russe Rosatom, qui joue également un rôle dans le programme d'armement nucléaire de la Russie (voir encadré).

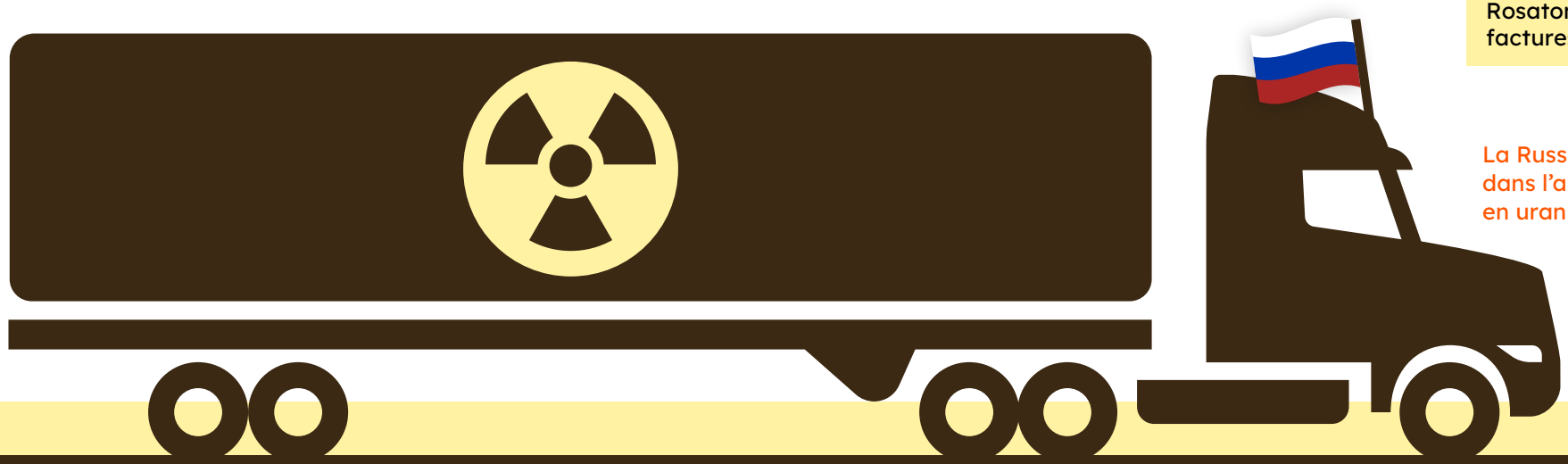
Ces dépendances sont dangereuses. Elles lient la Suisse pendant des décennies à des États autocratiques comme la Russie, qui pourrait à tout moment utiliser les livraisons d'uranium comme moyen de pression géopolitique.

Rosatom, l'empire nucléaire au service de Poutine

Le géant énergétique russe Rosatom n'est pas une entreprise comme les autres. Il s'agit d'un groupe étatique directement rattaché au gouvernement russe. Il est responsable de l'ensemble du secteur nucléaire du pays, aussi bien civil que militaire, y compris de l'arsenal d'armes nucléaires du pays, le plus important au monde.Dans le secteur international de l'énergie nucléaire aussi, il est pratiquement impossible de se passer de Rosatom. Le géant russe est le numéro un mondial de l'enrichissement de l'uranium et intervient dans environ 70% des contrats de construction de nouvelles centrales nucléaires. Même l'UE, malgré les sanctions, est contrainte de coopérer avec la Russie dans le domaine de l'énergie nucléaire.



La Suisse est également concernée par cette situation. Jusqu'en 2024, la centrale nucléaire de Beznau s'approvisionnait à 100% en combustible d'origine russe, contre 50% pour celle de Leibstadt. De 2022 à 2024, alors que les bombes russes s'abattaient sur l'Ukraine, environ 50 millions de francs suisses ont été versés chaque année par Axpo à Rosatom, le tout financés par nos factures d'électricité.



La Russie reste un acteur clé dans l'approvisionnement mondial en uranium

Coût du site de stockage en profondeur prévu



Aucune solution en vue pour les déchets nucléaires

La Suisse prévoit certes de stocker ses déchets radioactifs dans un dépôt en profondeur au nord des Lägern. Mais ce projet intervient après des décennies de recherche d'un site approprié, et la procédure d'autorisation est encore en cours. Là encore, les coûts sont exorbitants. Au total, le site devrait coûter au moins 20 milliards de francs, une facture que nous paierons à travers nos factures d'électricité. Reste à savoir s'il pourra un jour tenir ses promesses. En revanche, une chose est sûre: le site prévu est conçu pour accueillir les déchets radioactifs des centrales nucléaires existantes, et non ceux de potentiels nouveaux réacteurs. Comme le confirme la Société coopérative nationale pour le stockage des déchets radioactifs (Nagra), la construction de nouvelles centrales nécessiterait donc de planifier et de construire un deuxième site de stockage en profondeur.
Cela signifierait des décennies de recherche d'un site approprié, une forte opposition de la population locale et des coûts de plusieurs milliards de francs, sans garantie quant à l'issue de la procédure.

Construire de nouvelles centrales nucléaires, c'est laisser aux générations futures des montagnes de déchets radioactifs. Ces derniers resteraient extrêmement dangereux pendant des milliers d'années sans qu'il existe à ce jour de solution éprouvée pour les stocker définitivement.

«De nouvelles centrales nucléaires signifient encore plus de déchets nucléaires. Or, nous n'avons toujours pas de solution définitive pour les déchets existants. Nous aggravons ainsi inutilement le problème alors qu'il existe depuis longtemps des alternatives propres grâce aux énergies renouvelables.»

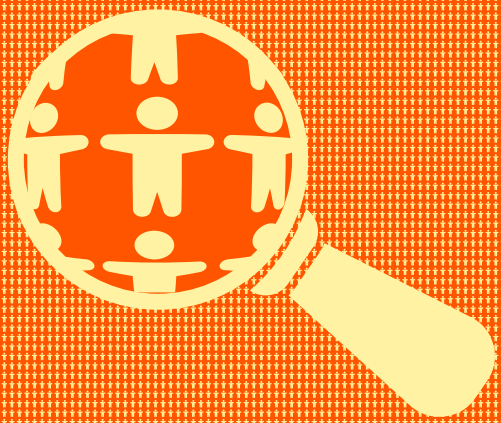


Marionna Schlatter,
conseillère nationale des Vert·e·s,
présidente de l'Alliance trinationale
de protection nucléaire

Aucune solution en vue pour les déchets nucléaires

Les déchets radioactifs des centrales nucléaires sont extrêmement dangereux. Même à faible dose, les rayonnements peuvent provoquer des cancers et, à des doses suffisamment élevées, entraîner la mort. Leur dangerosité ne persiste pas seulement pendant des années, ni même des siècles, mais peut perdurer jusqu'à un million d'années. Environ 30'000 générations sont donc concernées.

Un site de stockage définitif devrait donc isoler en toute sécurité les substances radioactives issues de nos centrales nucléaires pendant toute cette durée et empêcher toute fuite de radioactivité. À ce jour, aucun pays au monde n'a trouvé de solution définitive au problème des déchets radioactifs. La construction de nouvelles centrales nucléaires ne ferait qu'accroître la quantité de déchets radioactifs, léguant ainsi aux générations futures un héritage dangereux et irresponsable.



30'000 générations

devront assurer le stockage sûr des déchets nucléaires hautement radioactifs produits aujourd'hui, et ce pendant près d'un million d'années.

Les énergies renouvelables peuvent garantir un approvisionnement en électricité bon marché et local

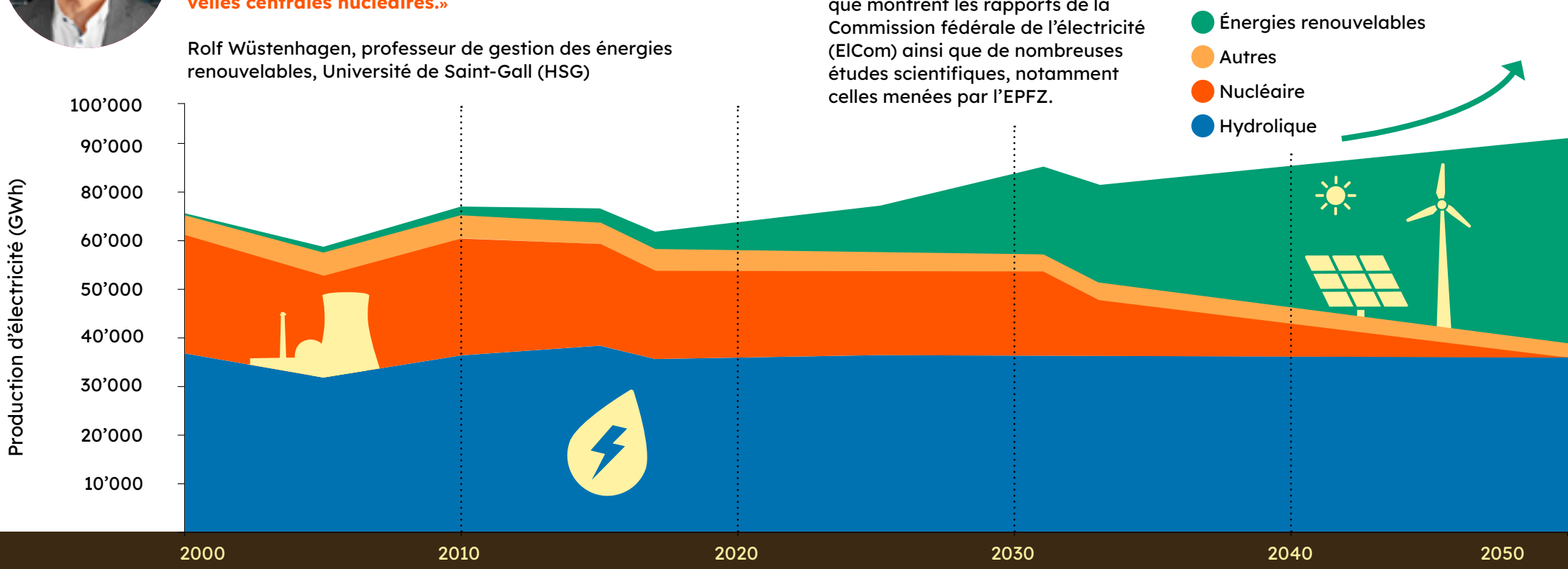


«Le soleil, le vent et l'eau constituent l'épine dorsale d'un approvisionnement en électricitét compétitif. En misant sur les énergies renouvelables locales, nous renforçons notre indépendance et évitons les risques financiers incalculables liés à la construction de nouvelles centrales nucléaires.»

Rolf Wüstenhagen, professeur de gestion des énergies renouvelables, Université de Saint-Gall (HSG)

Le développement des énergies renouvelables est un succès. Le solaire, l'éolien et l'hydraulique progressent plus rapidement que prévu. Même en hiver, les renouvelables sont déjà au rendez-vous: le soleil, le vent et la biomasse produisent ensemble autant d'électricité que la centrale nucléaire de Gösgen.
Si la demande en électricité devait à l'avenir augmenter, le développement des énergies renouvelables permettrait d'y répondre. C'est ce que montrent les rapports de la Commission fédérale de l'électricité (ElCom) ainsi que de nombreuses études scientifiques, notamment celles menées par l'EPFZ.

Les principaux instruments qui soutiennent le développement des énergies renouvelables, adoptés par le Parlement et approuvés par la population, commencent à peine à produire leurs effets. La Loi sur l'électricité, le Solar Express, le Wind Express et le projet d'accélération des procédures sont tous entrés en vigueur récemment. Ils permettront de réaliser davantage de projets d'énergies renouvelables au cours des prochaines années.

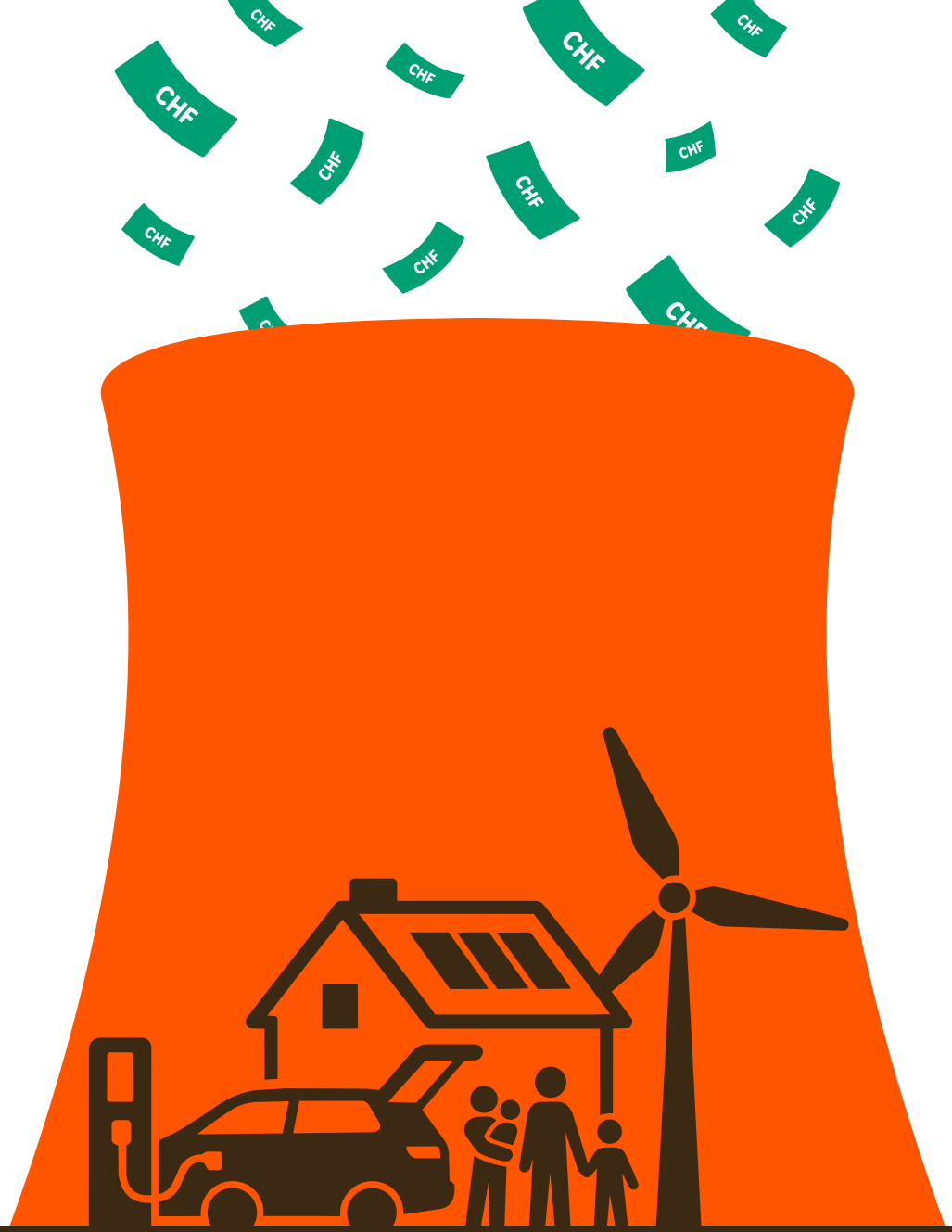


Un retour inutile

Les énergies renouvelables nous rendent indépendants et renforcent l'économie

Une fois une installation solaire ou une éolienne installée, elle n'a plus besoin de combustible. Le soleil et le vent fournissent leur énergie gratuitement, sans dépendre de chaînes d'approvisionnement, de sanctions, de routes maritimes bloquées ou de guerres à l'étranger. Avec les énergies renouvelables, nous renforçons ainsi notre indépendance énergétique.
De plus, le savoir-faire nécessaire au développement des énergies renouvelables existe déjà en Suisse. Des entreprises suisses et des dizaines de milliers de professionnel·les installent des panneaux solaires, développent des centrales hydroélectriques et mettent au point des solutions de stockage de l'électricité. Ces activités créent des emplois et de la valeur ajoutée qui restent largement en Suisse.





Le plan du lobby nucléaire: autoriser la construction de nouvelles centrales, puis présenter la facture

Au lieu de garantir un approvisionnement en électricité abordable et durable, le lobby nucléaire poursuit un plan sournois. Il s'agit d'abord de lever l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires, puis de faire payer à la collectivité une facture de plusieurs milliards. Ainsi, les contribuables paieraient la facture de projets qui ne seraient jamais rentables sans le soutien de l'État.
Avec les milliards nécessaires à la construction d'une nouvelle centrale nucléaire, nous pourrions équiper chaque bâtiment résidentiel qui s'y prête en Suisse de panneaux solaires et d'une batterie de stockage. Plutôt que de miser sur des centrales coûteuses et longues à construire, nous ferions mieux d'investir dans les énergies renouvelables, locales et rapidement disponibles.

Sécurité d’approvisionnement



Si la population suisse adopte la Loi sur l’énergie nucléaire, les conséquences concerneront toute la Suisse. Et elles commenceront dès le lendemain du scrutin, bien avant même qu’une nouvelle centrale ne soit construite.

« Si la Suisse construit de nouvelles centrales nucléaires, ce sont le climat, l’économie locale et la sécurité d’approvisionnement qui en pâtiront »

Les centrales nucléaires freinent les énergies renouvelables: la sécurité d'approvisionnement en pâtit immédiatement

Quiconque investit aujourd'hui dans une installation solaire ou éolienne doit pouvoir anticiper la valeur de l'électricité qu'elle produira dans vingt ans. Or, si les responsables politiques prévoient la construction d'une nouvelle centrale nucléaire qui, grâce à des subventions de plusieurs milliards, viendrait à l'avenir concurrencer les énergies renouvelables sur le marché de l'électricité, la rentabilité de nombreux projets renouvelables serait remise en question. Des investissements seraient abandonnés et le développement des énergies renouvelables serait freiné.
Cela aurait de graves conséquences pour la sécurité d'approvisionnement. Selon une étude de la Fondation Énergie, la construction d'une nouvelle centrale nucléaire dans les années 2030 entraînerait une baisse d'environ 3 térawattheures de la production d'électricité renouvelable en hiver. Autrement dit, un projet censé renforcer la sécurité d'approvisionnement risquerait précisément de l'affaiblir.









Des milliers d'emplois menacés: une incertitude pour l'économie locale







16'000
emplois menacés



dans le secteur des énergies renouvelables
dans le secteur du bâtiment

Source:
Étude ZHAW 2026
«Technologieoffenheit und Arbeitsplätze»

Une étude de la ZHAW estime que jusqu'à 16'000 emplois dans l'économie locale et le secteur solaire seraient menacés si la construction de nouvelles centrales nucléaires venait à freiner le développement des énergies renouvelables. Les moyens de subsistance d'électricien·nes, de couvreurs et d'entreprises d'installation dans toute la Suisse en seraient directement impactés.

«Dépenser des milliards dans des chimères nucléaires se fera au détriment des entreprises locales qui font aujourd'hui avancer la transition énergétique dans tout le pays. Plutôt que d'investir dans de nouvelles centrales nucléaires, nous devrions consacrer ces moyens aux énergies renouvelables, qui créent de la valeur ajoutée et des emplois au niveau local.»

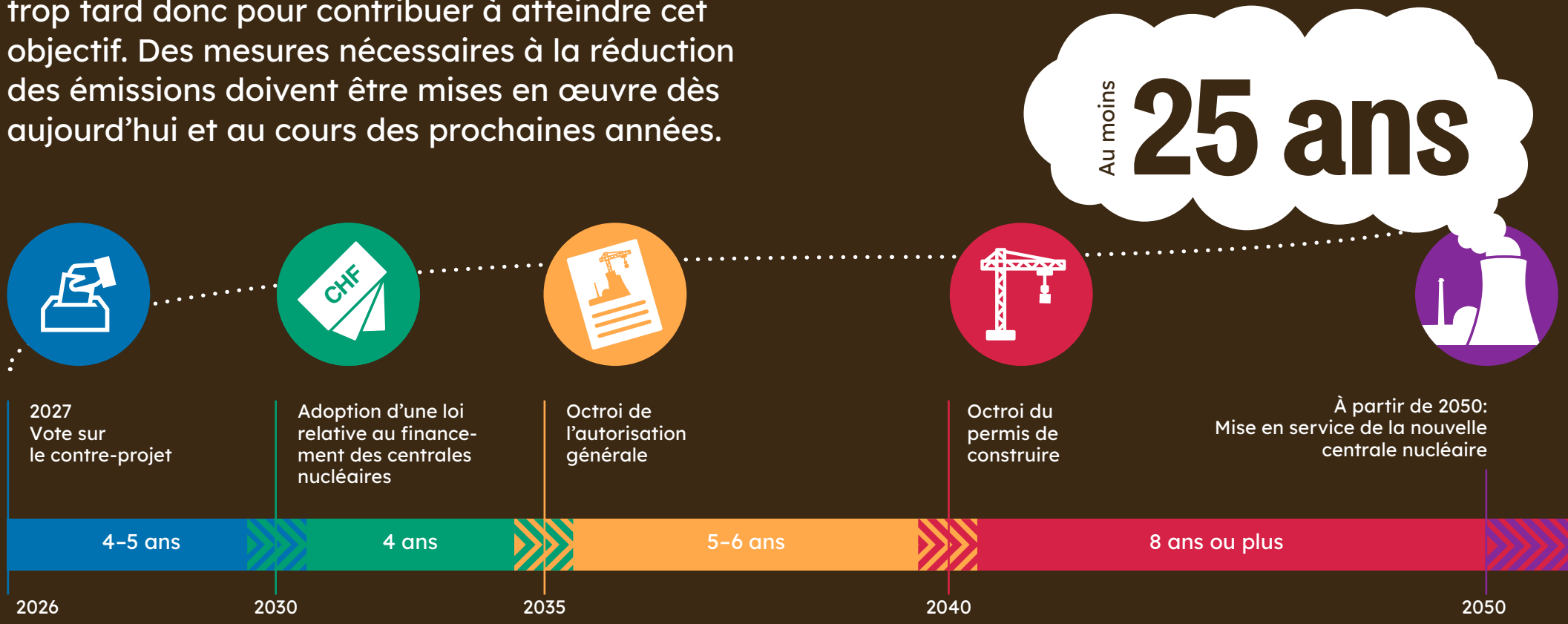


Priska Wismer-Felder,
conseillère nationale, Le Centre (LU)

Les nouvelles centrales nucléaires retardent la lutte contre le changement climatique

Conformément à la Loi sur la protection du climat, la Suisse vise la neutralité carbone d'ici à 2050. Une nouvelle centrale nucléaire ne serait raccordée au réseau qu'après cette échéance, trop tard donc pour contribuer à atteindre cet objectif. Des mesures nécessaires à la réduction des émissions doivent être mises en œuvre dès aujourd'hui et au cours des prochaines années.

En outre, les nouvelles centrales nucléaires nuiseraient au climat. Toutes les étapes du processus, de l'extraction de l'uranium à la fabrication du combustible, en passant par le démantèlement des réacteurs et l'élimination des déchets nucléaires, sont très coûteuses et génèrent des émissions. Le lobby nucléaire se frotte déjà les mains à la perspective de nouvelles subventions au nom de la protection du climat. Son objectif est clair: détourner vers de nouvelles centrales nucléaires des fonds aujourd'hui destinés à la protection du climat et au développement des énergies renouvelables.
Le peu d'intérêt des partisans du nucléaire pour la protection du climat est également révélateur. Ce sont précisément celles et ceux qui militent aujourd'hui en faveur de nouvelles centrales nucléaires qui, encore récemment, se sont opposé·es à des mesures de protection du climat lors d'autres votations.



Les énergies renouvelables ne peuvent pas à elles seules garantir l'approvisionnement en électricité.

Faux. Nous n'avons pas de problème d'approvisionnement. Le développement des énergies renouvelables est en bonne voie. Aujourd'hui déjà, le soleil, le vent et la biomasse fournissent autant d'électricité en hiver que la centrale nucléaire de Gösgen. Un approvisionnement en électricité issu de l'hydroélectricité, de l'énergie solaire, de l'éolien et de la biomasse est sûr et avantageux, comme le montrent des études menées par la Confédération et de nombreuses universités suisses, telles que l'EPFZ.

Un «oui» ne signifie en aucun cas la construction d'une centrale nucléaire.

Celles et ceux qui veulent autoriser la construction de nouvelles centrales nucléaires veulent aussi en construire une. Le lobby nucléaire présente certes ce projet comme une simple ouverture technologique. Mais derrière cette apparente neutralité se cache la tactique du «salami»: commencer par autoriser la construction, puis réclamer des subventions de plusieurs milliards, au détriment des énergies renouvelables et des contribuables.

Le développement des énergies renouvelables avance trop lentement.

Les partisanes et les partisans du nucléaire ne cessent de dénigrer les succès des énergies renouvelables. Cela ne change rien à la réalité: leur développement est en bonne voie. Elles produisent déjà, en hiver, autant d'électricité que la centrale nucléaire de Gösgen. Et si leur développement se poursuit au rythme actuel, la production solaire à elle seule aura remplacé d'ici 2030 la production hivernale de la centrale de Beznau.

Sans nouvelles centrales nucléaires, un black-out menace.

Les scénarios de black-out ne sont qu'un discours alarmiste du lobby nucléaire, destiné à justifier des subventions de plusieurs milliards pour la construction de nouvelles centrales nucléaires. L'approvisionnement en électricité de la Suisse est assuré. Et pour qu'il le reste, la population a voté en faveur du développement des énergies renouvelables.
La Commission fédérale de l'électricité (ElCom) recommande en outre de renforcer la coordination avec nos voisins européens et de recourir à des centrales de réserve. Une nouvelle centrale nucléaire, qui ne produirait pas d'électricité avant 2050 au plus tôt, n'améliorerait en rien la sécurité d'approvisionnement à court et moyen terme et générerait des coûts considérables.

À l’avenir, nous aurons besoin de beaucoup plus d’électricité en raison des centres de données dédiés à l’IA.

Depuis des décennies, le lobby nucléaire et les groupes énergétiques ne cessent de mettre en garde contre une pénurie d’électricité. Contrairement à leurs prévisions, la consommation d’électricité en Suisse est stable depuis 20 ans, et ce malgré la numérisation, l’électrification et la mise en service déjà de plus de 100 centres de données.

La recherche dans le domaine de la technologie nucléaire ne doit pas être freinée.

Même avec la sortie du nucléaire décidée par la population en 2017, la recherche sur l’énergie nucléaire peut se poursuivre en Suisse. Et c’est d’ailleurs le cas: le PSI mène par exemple des recherches sur de nouveaux types de réacteurs. L’interdiction actuelle de construire de nouvelles centrales nucléaires ne limite pas la recherche dans ce domaine. Elle garantit en revanche qu’aucune nouvelle centrale nucléaire, avec les risques importants qu’elle comporte, ne soit construite.

Les nouvelles générations de centrales nucléaires sont bien plus sûres.

La sûreté des centrales nucléaires est un mythe. Avant Fukushima, les centrales nucléaires japonaises étaient considérées comme les plus sûres au monde. La catastrophe nucléaire de 2011 nous a prouvé le contraire.
Des recherches sont menées sur des concepts de réacteurs alternatifs. Quant à savoir s’ils seront un jour commercialisables, cela reste à voir. Les chercheuses et chercheurs, Axpo et le conseiller fédéral Rösti le confirment: les nouvelles centrales seraient équipées de réacteurs conventionnels. Les promesses grandiloquentes de quelques start-up ne sauraient constituer une base fiable pour orienter notre politique énergétique actuelle.

L’énergie nucléaire est en pleine croissance à l’échelle mondiale, la Suisse doit suivre le mouvement.

C’est pourtant le contraire qui se produit. En 2025, pour la première fois, l’éolien et le solaire ont produit ensemble autant d’électricité que le nucléaire. Alors que la production nucléaire mondiale stagne depuis des décennies, la production éolienne a presque quadruplé au cours des dix dernières années et la production solaire a même été multipliée par dix. Le nucléaire est une technologie du siècle dernier, trop complexe et surtout trop coûteuse pour répondre aux défis énergétiques actuels.

NON aux nouvelles centrales nucléaires

Coalition «Non aux nouvelles centrales nucléaires»
Sihlquai 67
8005 Zurich
Plus d'informations sur la campagne:
www.stop-nucleaire.ch